

Bonnes nouvelles

(les dessous de l'usine)

Après Joyeux il y a quelques semaines, voilà que Grincheux se livre dans le journal Sud Ouest. « La situation est grave » déclare t'il ! Sans blague ? Et c'est maintenant que la direction a décidé de le reconnaître ? Parce que franchement c'est se moquer du monde que de faire comme si c'était un scoop.

Visiblement HZ et First changent de stratégie. Après l'optimisme béat voici venir le temps de la dure réalité. Surprise, la reprise n'est pas si belle que ça et le repreneur n'est pas si doué que ça ! Les projets échouent ou n'avancent pas y compris celui nommé Atlas qui était pourtant le phare de cette reprise.

Les mois passent et rien ne se profile pour remplacer la production pour Ford pour les années qui viennent. Il fut un temps où les sceptiques étaient traités de « menteurs » ou de « défaitistes » par une direction manipulatrice. Or aujourd'hui c'est cette direction qui avoue que la « défaite » est dans l'air.

HZ se vante d'avoir des idées, une volonté, de l'argent (merci Ford et les pouvoirs publics ?) mais se plaint surtout de ne manquer que de clients. Et la crise du système capitaliste n'aidant pas, les choses deviennent plutôt compliquées.

Alors nous avons droit au discours classique du patron qui se dit en peine : il commence à préparer au pire, c'est-à-dire à un éventuel plan de suppression d'emplois ! Même les médias, autrefois relais fidèle de la confiance des directions, des élus et du gouvernement, se mettent à détailler la situation alarmante.

C'est trop facile ! Les promesses et les engagements de tous ces gens-là doivent être tenus. Les garanties données par Ford, par le gouvernement ou par les pouvoirs publics ne doivent être oubliées d'aucune façon.

Les prêts, les subventions, les aides publiques (ce qui représente plusieurs millions d'euros) ne doivent pas être gaspillés et finalement ne servir qu'à faire semblant, qu'à faire patienter, qu'à tromper les salariés et la population.

Tout ressemble aujourd'hui à une escroquerie comme il en existe d'autres ailleurs. Cette « reprise » ressemble de plus en plus, comme nous l'écrivions il y a un an, à une opération qui avait pour objectif pour Ford de stopper la mobilisation et de sous-traiter la fermeture d'une usine.

Tout semble être fait pour démolir et pour user les salariés. HZ, First et Ford font tout pour faire accepter petit à petit l'inéluctabilité de suppressions d'emplois (tout ou partie).

L'avenir tel qu'on nous le propose est inacceptable. La bataille pour sauver tous les emplois est la seule bataille que nous pouvons mener. Hors de question de lâcher quoi que ce soit. Nous devons nous faire respecter et nous avons des moyens pour cela. Nous espérons convaincre les autres syndicats qu'il n'y a pas le choix.

Il faut secouer les élus et les pouvoirs publics, il faut se faire entendre le plus fort possible (on a les médias pour cela). Nous devons absolument à la fois dénoncer les agissements incorrects de nos dirigeants et défendre des perspectives industrielles viables pour notre site et pour les 8600 emplois directs/indirects de l'usine.



LA LUTTE CONTINUE

LA CAGNOTE OU DU BOULOT ?

Il est évident pour nous que c'est notre boulot que nous devons défendre en priorité. C'est notre travail qui nous fait vivre à la fois financièrement (notre salaire) et socialement (nos collègues, notre métier, notre utilité sociale). C'est vital pour nous tous, surtout dans une situation économique où le chômage fait des ravages.

Une enveloppe (de 50 000 euros bruts par exemple) n'est en rien une solution. Bien sûr, quand nos salaires ne suffisent pas à vivre correctement sans s'endetter, quand les fins de mois sont difficiles, une prime de licenciement peut soulager. Mais pendant combien de temps ?

Les salariés de Soletron, 3 ans après, ont tous « bouffé » leur prime de 60 000 euros et plus. Et la plupart sont aujourd'hui au chômage ou avec un emploi précaire. Idem pour les salariés d'Arena ou First Metal.

Nous ne sommes pas des chasseurs de primes, nous sommes des ouvriers et nous vivons de notre travail. Les patrons font preuve de mépris quand ils cherchent à nous faire flancher par des « accords de garantie » qui ne garantissent en rien notre avenir. Oui, il faut tenir le cap de l'emploi, c'est notre avenir, il faut se le dire.

CHANGER LA DONNE ENCORE UNE FOIS

La direction dit n'importe quoi quand elle parle de « l'accord de garantie ». Elle sait très bien que cet accord ne garantissait rien pour les salariés à part des plans de suppressions d'emplois sans jamais préciser qui, quand et comment. La seule chose écrite, c'était les conditions financières, conditions qui étaient de toute façon bien inférieures à celle de Soletron, de Célanèse ou de Molex par la suite.

La direction se contredit complètement. D'un côté elle vante la reprise avec la sauvegarde de tous les emplois (déclarations de février 2009) et de l'autre elle regrette un accord qui planifiait des suppressions d'emplois. Il faudrait savoir !

La réalité semble un peu plus complexe. Ford avait vraiment prévu de liquider l'usine et a essayé de nous faire avaler un PSE « à froid ». Ford a échoué et du coup devant le bruit d'une mobilisation qui n'en finissait pas (salon de l'auto, manifestations devant la DRIRE, pouvoirs publics sollicités ...), Ford a dû modifier sa stratégie. Et c'est alors qu'est apparue la perspective d'une reprise d'abord partielle puis totale. Et bien aujourd'hui, il faut recommencer ! C'est notre mobilisation qui peut changer la donne !

PETITS ARRANGEMENTS ...

La vie n'est pas forcément compliquée pour les dirigeants du CODIR. Nous ne précisons pas volontairement de qui il s'agit de manière à préserver l'anonymat de nos sources.

Nous avons pu voir récemment l'un d'entre eux faire nettoyer son véhicule par les salariés du garage. Déjà qu'ils ne payent pas leur véhicule (chouette avantage) et bien voilà qu'ils ont les ouvriers à leur service pour l'entretenir.

Et dire que nos dirigeants nous expliquent qu'il faut faire des sacrifices pour s'en sortir. Quel culot !

Elle n'est pas belle la vie ?

MATHÉMATIQUES PATRONALES

La direction n'ose plus depuis longtemps donner directement ses informations à l'ensemble des salariés. Elle a peur des réactions, ça on n'y peut rien. Ce qu'elle fait par contre, ce sont des réunions pour les contremaîtres. Parfois, ces derniers retransmettent ces infos aux ouvriers.

C'est comme ça que nous avons su que le chef de la finance est paraît-il mal dans ses baskets depuis qu'il a calculé que les salariés ne toucheront pas de participation aux bénéficiaires pour cette année.

Il n'en dormirait pas la nuit le pauvre. Alors il cherche une solution pour que nous ayons quelque chose. Nous ne savons pas si cette histoire sert à faire endormir les ouvriers les plus naïfs. En tout cas, si le patron de la finance cherche vraiment une solution, nous en avons une : qu'il récupère les 6 millions offerts aux actionnaires de HZ et qu'il partage la somme avec les 1600 salariés :

$$6\ 000\ 000 : 1600 = 3750 \text{ €}$$



DES NOUVELLES DE GM STRASBOURG

La situation de l'usine GM de Strasbourg qui fabrique des transmissions automatiques n'est pas plus rassurante que la nôtre. Leur avenir est aussi loin d'être assuré. Après avoir licencié 200 salariés ces derniers mois, après en avoir laissé ou incité à démissionner plusieurs dizaines, l'effectif de l'usine est descendu à 1200 salariés.

GM dit toujours vouloir se débarrasser du site en le vendant. Il n'y a toujours pas de repreneur potentiel, en tout cas connu officiellement puisque tout se passe dans l'opacité la plus totale.

L'inquiétude des salariés est énorme et là bas aussi, l'ambiance est plutôt à la démoralisation. Mais nos camarades de la CGT essaient de mettre la pression sur les pouvoirs publics et sur le gouvernement qu'ils vont rencontrer prochainement (délégation à Paris).

Nous étions allés les soutenir à Strasbourg en octobre 2008 et nous gardons le contact car c'est la solidarité et la convergence de nos efforts qui nous permettra de mieux nous défendre.

Nous leur souhaitons bonne chance et ... bonne lutte !

SAFE-FAI MÊME PATRON MÊME COMBAT

HZ a l'intention de faire filialiser SAFE (usine rachetée en 2007) par FAI (« rachetée » en 2009). Visiblement, il s'agit d'une modification juridique qui lui permettrait de mieux jongler financièrement entre les deux sites.

En tout cas, rien ne semble positif pour les salariés. Nous sommes en lien avec nos camarades CGT de l'usine SAFE et nous essayons de coordonner nos efforts : orientation syndicale, expertises économiques.

Nous sommes persuadés que nous avons tout intérêt à nous serrer les coudes, à renforcer les liens de solidarité entre les ouvriers des deux usines. C'est de cette manière que nous pourrions exercer une pression plus forte sur HZ.

Nous ne devons pas rentrer dans le piège de la division ou dans celui de la concurrence que certains vont vouloir entretenir. L'adversaire reste le patron HZ.

Suite à la venue de nos camarades le 25 mars dernier, nous avons prévu d'aller à notre tour rendre une visite à SAFE en juin prochain. Une occasion de lier connaissance un peu plus et de discuter d'actions communes pour nous défendre dans la période qui vient.



AU NOM DE LA LOI ?

La CGT-Ford a décidé de saisir la justice pour dénoncer la représentativité du syndicat FO (voir la convocation au tribunal sur les panneaux de FO).

La loi récente sur la représentativité des syndicats met à 10 % le minimum du résultat aux élections professionnelles pour qu'un syndicat soit représentatif. C'est-à-dire qu'il ait la possibilité de négocier et de signer un accord d'entreprise. Or ce plancher de 10 % est à prendre en compte sur l'ensemble des collèges (ouvriers, maîtrise et cadres).

FO a effectivement dépassé les 10 % sur le collège ouvriers mais passe en dessous des 10 % sur l'ensemble des collèges. Donc d'après la loi, ce syndicat ne serait plus représentatif. Cela changerait la donne.

En effet, pour valider un accord, la direction a besoin d'une représentativité de 30 % du côté des syndicats signataires. Cela signifie que si FO n'est pas jugé représentatif, la direction n'aura jamais les 30 % avec seulement la CFTC et UNSA. La signature de la CGT deviendrait incontournable pour valider un accord, ce qui nous permettrait de mettre la pression sur la direction qui se retrouverait dans une position délicate.

Nous n'en sommes pas encore là. Attendons l'audience du tribunal d'instance fixée au 24 juin 2010.

Si nous attaquons en justice, c'est aussi suite à la coalition anti-cgt et aux ententes pas très claires de ces syndicats ouvriers avec les cadres et la direction. Nous pensons qu'il vaut mieux se donner tous les moyens pour se défendre véritablement. Affaire à suivre...